PARTI SOCIALISTE
Conseil national du samedi 14 juin 1997

Sommaire

Lionel Jospin 1
François Hollande..... 12
Jean-Luc Mélenchon 20
Henri Emmanuelli 23
Pierre Guidoni 26
Alain Barreau..... 29

La séance est ouverte sous la présidence de Michel Delebarre.

Le président - Si vous voulez bien vous asseoir, nous allons pouvoir commencer les travaux du Conseil national.
Mes amis, mes camarades, vous l'avez connu comme Premier Secrétaire du Parti Socialiste, vous pouvez l'accueillir comme Premier Ministre : Lionel Jospin entre !
(La salle, debout, applaudit Lionel Jospin, Premier Ministre)
Lionel, inutile de te dire la joie qu'ont les membres du Conseil national de t'accueillir ce matin comme Premier Ministre. Inutile de te dire aussi combien le Conseil national apprécie que, peu de temps après ta prise de fonctions, tu aies souhaité t'exprimer devant notre instance.
C'est la raison pour laquelle, sans plus attendre et en demandant aux camarades que je vois encore debout de s'asseoir, je t'invite à prendre place à la tribune qui est à ton entière disposition.
(Rires et applaudissements)

Lionel Jospin

Michel ne me laisse pas souffler... Je ne suis pas là pour cela, paraît-il !
Chers camarades, quel plaisir de vous retrouver tous, membres du Conseil national du Parti Socialiste, dans un paysage politique que la volonté du peuple, à qui l'on avait peut-être imprudemment confié la possibilité de trancher, a profondément renouvelé.
Quel regret pour moi de me sentir à la fois si proche de vous et déjà comme un peu à distance, non pas la distance du cœur, non pas la distance des idées et des valeurs, mais la distance que ce lieu particulier, si prenant, crée dans la disponibilité.
Je vous rejoins mais il me faudra partir vite, parce qu'il y a le Sommet d'Amsterdam, la déclaration de politique générale à préparer, la situation au Congo, une masse de choses d'ordre différent et qui sont l'ordinaire des Premiers Ministres.

Fondation Jean-Jaurès

Et, puisque je parle des Premiers Ministres, je n'ai pu m'installer dans ce bureau à Matignon sans penser d'abord, chronologiquement mais aussi pour la symbolique qu'il incarne, à celui du premier gouvernement de la Gauche, sous François Mitterrand élu Président de la République (une Union de la Gauche comme recréée et renouvelée, sous des formes nouvelles, à l'occasion de cette majorité nouvelle et de la constitution de ce gouvernement), Pierre Mauroy bien sûr.
(Applaudissements)
J'ai pensé à Laurent Fabius, j'ai pensé à Michel Rocard, j'ai pensé à Edith Cresson et j'ai pensé, à la fois de la même manière et autrement, à Pierre Bérégovoy.
(Applaudissements)
Quelle conscience aussi du changement qui vient de s'opérer pour nous (et qui, j'espère, s'opérera pour notre pays), en quelques mois, en si peu de temps, sous l'effet de la décision prise par les Français.
Nous étions un parti d'opposition qui, certes, avait confiance en lui-même, nous avions un tout petit groupe à l'Assemblée Nationale qui, certes, faisait son travail avec talent, avec méthode et avec pugnacité, au point parfois de faire oublier son nombre, et nous sommes maintenant le parti constituant l'axe central, l'élément le plus fort d'une majorité nouvelle à l'Assemblée Nationale, nous sommes le parti de la majorité, le parti majoritaire dans la majorité et nous participons au gouvernement de la France que je conduis.
Notre dernier Conseil national ordinaire s'est tenu le 22 mars. Nous y avons débattu, à La Villette, souvenez-vous, de l'extrême droite (et elle reste présente).
Le lendemain, nous avions réuni, autour du Conseil national (était-ce une prescience ?), nos candidats et aussi, particulièrement, nos candidates, dont les résultats, qu'elles aient été élues (et elles l'ont été, nombreuses) ou qu'elles aient été parfois battues (et souvent de peu), ont éclairé le sens de ce scrutin. Je veux les féliciter pour ce qu'elles nous ont apporté.
(Applaudissements)
Le 2 mai, nous adoptions, après la dissolution de l'Assemblée Nationale par Jacques Chirac, nos orientations programmatiques, lors d'un Conseil national extraordinaire qui se tenait à l'hôtel PLM Saint-Jacques.
Aujourd'hui, vous comprenez que je ressens à être devant vous une émotion toute particulière puisque c'est mon dernier Conseil national en tant que Premier Secrétaire avec compétence pleine et entière et mon premier Conseil national en tant que Premier Ministre.
Je voudrais, si vous le voulez bien, d'abord opérer un bref retour sur les résultats des dernières élections législatives.
Nous avons remporté une victoire sans précédent pour la Gauche. Je souhaiterais que notre génération et l'ensemble de ceux qui se sont mobilisés dans cette campagne en aient la mesure et en soient fiers puisque, pour la première fois, nous avons gagné des élections législatives à Gauche (la Droite ne l'a fait

qu'une fois sous la Vème république) en dehors de consultations qui venaient derrière l'impact d'une présidentielle gagnée, comme en 1981 et 1988.
Ce que nos devanciers, que nous accompagnons, n'avaient pas pu faire, les circonstances politiques (mais aussi, j'espère, notre capacité) nous ont permis de le réaliser.
Et qui pensait vraiment qu'il était possible de gagner une élection législative d'entrée de jeu dans la Vème République, surtout sous le découpage Pasqua ?
Nous l'avons fait grâce à une stratégie de rassemblement des forces du progrès qui a été patiemment organisée et conduite, conduite avec précision et talent, par plusieurs de ceux qui participaient à la direction, à mes côtés, depuis l'élection présidentielle.
Cette victoire, il me semble que nous l'avons remportée également grâce à une intense préparation thématique, grâce au débat d'idées, grâce à la volonté d'échange, grâce au travail sur les problèmes, sur les projets, sur les propositions que nous avons patiemment, parfois avec un intérêt relatif des observateurs, conduit au cours de ces deux années, trois Conventions en 1996 et notre participation à de nombreux colloques et assises.
Cette victoire, je pense qu'elle est due aussi à une volonté et à un mode d'organisation dans le cadre de la Commission électorale. Et là, je rends aussi hommage à tous ceux qui ont travaillé sur ces problèmes, particulièrement à Daniel mais également à d'autres. Nous avons su prendre cette décision politique de réserver des circonscriptions pour les femmes, nous avons su garantir (mais cela, c'est la norme, ne nous en vantons pas particulièrement) un processus de désignation démocratique de nos candidats, nous avons su aussi négocier avec le Parti Radical Socialiste, avec les Verts dans une certaine mesure, et il n'a pas tenu à nous que cela ne débouche pas mieux avec le MDC, qui a d'ailleurs, au bout du compte, obtenu un tout petit peu moins qu'il n'aurait obtenu sur la base des propositions que nous lui faisions.
La victoire est sans doute due aussi à la qualité de l'organisation au siège de notre Parti, à l'apport précieux des groupes parlementaires et, en particulier, du groupe parlementaire à l'Assemblée nationale, dans la production d'arguments, de propositions, au dynamisme des équipes fédérales qu'un certain nombre d'entre vous ont animées.
Je voudrais tous vous remercier pour ce que vous avez apporté à cette campagne.
Je crois aussi que nous avons été capables (mais mon propos n'est pas ici de refaire l'analyse de la campagne) de conduire avec une certaine maîtrise politique le combat dans les conditions où il nous a été proposé.
Enfin, naturellement, cette victoire dans le pays n'aurait pas été possible sans l'énergie, le talent, la capacité d'adaptation, la capacité de mobilisation de nos candidates et de nos candidats.
J'espère, à la tête de cet ensemble, avoir contribué quelque peu à cette victoire de 1977, mais il ne me revient pas d'en parler, bien sûr.
Je tiens en tout cas à souligner à nouveau ici ce qui, parmi les résultats de cette élection, est important : l'élection de 43 femmes Socialistes.

C’est encore trop peu par rapport à nos futurs objectifs. Nous avons mesuré, à travers cette campagne, que le fait de présenter des femmes aux élections n’était pas un handicap et pouvait même parfois être un atout.
(Applaudissements)
Donc, j’espère bien que nous en tirerons des leçons pour l’avenir.
Ainsi, les Français nous ont-ils finalement regardés autrement dans cette campagne législative et ils ont fait, plus vite que je ne le pensais, le mouvement du rejet au désir, le mouvement de la sanction à la confiance, qui les a conduits à rejeter la majorité sortante et à faire confiance à la nouvelle majorité.
Je n’étais pas sûr que cela se produirait si tôt. Nous avons su cristalliser ce mouvement et ce désir, et j’en suis naturellement très fier.
Il y a aussi, je crois, des leçons à tirer de l’échec de la Droite et que nous aurions intérêt à méditer si nous voulons garantir mieux le succès dans l’avenir : le rejet par le peuple de pratiques politiques autoritaires, la récusation d’une orientation économique et sociale qui maltraite le plus grand nombre, et puis le fait qu’on ne peut pas gouverner, entraîner, garder la confiance sur la base d’équipe gouvernementale et de majorité parlementaire désunies et traversées par les querelles.
Le deuxième point que je voudrais aborder dans une intervention que je m’efforcerai de ne pas faire trop longue, c’est la situation dans laquelle nous nous trouvons maintenant avec un gouvernement de Gauche, avec les Verts, en période constitutionnelle de cohabitation, dans un contexte économique et financier délicat.
Le gouvernement que j’ai formé reflète, par sa composition, notre stratégie de rassemblement. Ayant moi-même tiré des leçons du fonctionnement des institutions de la 5ème République, de ce que j’ai constaté au sein des conseils des ministres qui ont été trop souvent à mes yeux des lieux formels pour la prise de décisions qui, de toute façon sont institutionnellement présidés par le Président de la République, ne pourront pas jouer le même rôle parce que nous ne le voulons pas, parce que le Président de la République ne le veut pas n’ayant pas à être associé à l’élaboration des politiques gouvernementales, tirant des leçons de tout cela, j’ai indiqué aux ministres et aux secrétaires d’état, et je vous indique à vous-mêmes, que je veux faire du gouvernement un lieu de débats et d’élaboration de la politique gouvernementale, et non pas seulement le lieu formel de prises de décisions.
Il s’agira simplement d’en limiter le nombre parce que ces instances de travail sont nécessaires dans la structure politique et administrative. J’ai demandé aussi que le nombre des interministérielles soit limité, que davantage de travail soit fait par les ministres à quelques uns dans les sphères de compétences croisées lorsqu’ils doivent concentrer et élargir leur réflexion et la mobilisation de leur administration sur des grands sujets transversaux. J’ai demandé aux ministres de savoir se rencontrer, sans avoir besoin de demander l’autorisation de Matignon, sans avoir nécessairement à formaliser dans des instances interministérielles,

Fondation Jean Jaurès

pour travailler ensemble, du moment que je suis informé, du moment que la collectivité du gouvernement peut trancher, et nous aurons ce travail.
Naturellement, en même temps, et même si la réunion des ministres, celle qui se réunit régulièrement sans doute tous les quinze jours avec les ministres, tous les mois avec l'ensemble des ministres et des secrétaires d'état, même si cette réunion du gouvernement doit servir aux débats d'orientation pour que chacun soit associé à la politique que nous conduisons, l'exécutif reste fondamentalement un instrument fait pour l'action, et le débat ne veut pas dire que ce gouvernement ne produira pas des décisions, et naturellement j'y veillerai.
Pour être profilé pour l'action, j'ai voulu que ce gouvernement soit resserré, féminisé, renouvelé, concentré sur sa tâche, ce qui veut dire qu'il n'y aura pas de cumul de mandats avec des fonctions exécutives, je l'ai rappelé très clairement à l'ensemble des ministres quelle que soit leur couleur politique.
(Applaudissements)
Naturellement, le fait d'avoir voulu un gouvernement resserré et renouvelé entraîne un certain nombre de déceptions et, pour moi aussi, un certain nombre de regrets. Et je me réjouis, le temps étant de toute façon devant nous, que des responsabilités soient assumées notamment l'ordre parlementaire pour que chacun puisse contribuer à la tâche commune et au succès qui doit être notre objectif.
L'orientation gouvernementale, celle qui s'esquisse à partir de premiers gestes, à partir de premiers actes, même avant la déclaration de politique générale, s'inspire naturellement du programme développé lors de la campagne électorale, sur les questions européennes et à partir de rendez-vous qui nous étaient proposés, quatre à cinq jours pour enfin, une dizaine de jours pour le sommet d'Amsterdam pratiquement dans la foulée même de la constitution du gouvernement et avant donc que nous puisions nous-mêmes beaucoup réfléchir ou bouger.
Sur la question européenne, dans la perspective de l'Euro, j'ai essayé, dès Malmö, c'est-à-dire dès la réunion des leaders du Parti Socialiste européen, dès la rencontre avec neuf chefs de gouvernement, d'ouvrir un espace, de traduire les exigences des Français qui, à mon sens, correspondent aux aspirations de beaucoup de peuples européens et, dans des propositions nouvelles qui posent problème, introduisent un débat, et obligent naturellement à des compromis, j'ai avancé nos orientations. Non pas, comme je l'ai entendu dire sans que je veuille le corriger tout de suite et trop clairement dans la conférence de presse à Poitiers hier, pour des raisons qui vous apparaissent évidentes, pour ajouter un supplément social. Ce n'est pas la démarche, ce n'est pas ainsi que je veux dire les choses, sinon on va être devant les spécialistes de l'économie ou les autres pays qui veulent faire l'économie et la France, et plus encore les Socialistes qui, à nouveau, veulent ajouter un élément social. Non, ce n'est pas cela la démarche. La démarche est qu'il y a des exigences économiques et sociales qui relèvent, pour les unes des grands équilibres de la recherche de la stabilité et des

préoccupations monétaires, et d'autres qui relèvent d'exigences touchant la croissance, le développement, l'emploi, la lutte contre les inégalités qui sont des réalités économiques et non pas un supplément social. Et c'est autour de cet ordre logique, en espérant que cela éveillera un écho chez un certain nombre de nos partenaires européens, que j'ai amorcé avec le gouvernement ces discussions nouvelles.

Je faisais remarquer à Malmö, à nos collègues européens de la Sociale-Démocratie, que plus on se vante progressivement d'avoir des premiers ministres ou des coalitions avec des Sociaux-Démocrates ou des Travaillistes dans l'Europe, et plus cela veut dire que cette Europe nous en sommes responsables, que c'est à nous qu'elle peut être imputée, et donc nous avons intérêt, dans un certain nombre de domaines, et peut-être progressivement car je m'inscris dans la durée, à ouvrir des problématiques et à engager des actions qui expriment ce qu'est la pensée et la conviction des Socialistes, des Travaillistes et des Sociaux-Démocrates. J'ai ouvert un espace.

(Applaudissements)

En même temps, vous comprenez bien ce qui m'intéresse : c'est la durée, c'est la réussite, ce ne sont pas les postures ou les proclamations. Je n'allais pas commencer ce gouvernement dans des conditions difficiles alors que nous avons tous une tâche collective à remplir, que chacun des ministres a un travail à conduire dans son champ de compétences, à ouvrir sur une triple crise de cohabitation européenne et financière ou monétaire. Et donc nous continuerons ce processus en ouvrant une autre logique, en élargissant le champ des préoccupations de l'Europe.

De la même manière, j'ai souhaité ouvrir un premier dialogue avec les représentants des syndicats et, naturellement, parallèlement, des organisations professionnelles avant même la déclaration de politique générale pour montrer qu'ils sont écoutés.

Enfin, je me suis efforcé de marquer qu'une nouvelle attitude serait la notre face au problème de l'immigration, qu'il soit clair, qu'il soit humanitaire et qu'il soit préalable à une nouvelle législation qui devra assurer une vraie maîtrise des flux migratoires.

Nous n'allons pas régulariser tous les sans papiers, ce n'est pas ce que nous voulons faire, mais nous voulons marquer que nous traiterons toutes les situations qui doivent l'être selon une autre vision, une autre logique et surtout une autre méthode.

Je veux aussi une stratégie gouvernementale qui soit conduite pour une action durable à partir d'un calendrier, d'un rythme de réformes compatible avec les réalités économiques et sociales, mais aussi compatible avec le calendrier parlementaire, avec comme objectif la réussite.

Vous le savez, j'ai commencé à le dire, mais je n'accepte pas, en tout cas je ne prends pas à mon compte la théorie selon laquelle les Socialistes et la Gauche , parce qu'ils se trouveraient à nouveau au pouvoir n'auraient pas droit à l'erreur.

Fondation Jean Jaurès

Je ne transfère pas le vocabulaire de la religiosité ou de la culpabilité sur le champ de la démocratie, de l'action d'État, de la vie des sociétés humaines qui relève, lui, de l'esprit de la responsabilité.
Nous avons été sanctionnés par le peuple, ils ont été sanctionnés par le peuple, nous pouvons l'être encore, nous commettrons des erreurs, il faut en commettre le moins possible, il faut réussir, mais je n'ai pas du tout l'intention de m'inscrire dans certes espèce d'objurgation ou condamnation à l'avance qui me paraît n'avoir aucun rapport avec la démocratie, parce que, d'abord, je pense que, malgré le malaise indiscutable de la démocratie en France, et j'en traiterai dans mon intervention de politique générale, la démocratie est suffisamment solide pour qu'on n'adopte pas ce genre de pensée catastrophique, et, d'autre part, quoi qu'on en pense, je pense personnellement que le Front National ne sera pas une alternative pour ce pays, je pense qu'il est absurde de raisonner selon le modèle qui consiste à dire qu'après la Gauche et la Droite, forcément, s'il y avait un insuccès relatif, j'espère que nous réussirons, serait venu le temps de l'extrême droite en France.
Mais je veux m'inscrire dans la durée et je préciserai d'ailleurs cela le 19 juin dans la déclaration de politique générale.
Enfin, mes chers camarades, nous allons agir dans une période de cohabitation, les règles du jeu nous sont désormais connues, même si de 86 à 88, puis de 93 à 95, les rôles respectifs entre la Gauche et la Droite étaient inversés.
A cet égard, en ce qui concerne la cohabitation, je voudrais vous dire que personnellement j'en parlerai très peu et que je ne me livrerai pas à des commentaires ou à des théorisassions, je respecterai la fonction et donc, par là même, la personne du Président de la République, je respecterai ses prérogatives et j'utiliserai , nous utiliserons, le gouvernement, les pouvoirs qui sont ceux du gouvernement pour agir en fonction de ce qu'est la 5ème république, mais aussi la réalité politique.
Et à cet égard, je voudrais vous dire que de ce point de vue aussi nous devons inscrire notre action dans la durée.
Nous avons tous constaté que l'art de la dissolution était un art délicat et il n'est donc pas évident qu'on puisse y recourir à sa convenance pour employer un terme qui avait d'ailleurs été utilisé.
Par ailleurs, je ne vois pas pourquoi nous devrions, dans notre action, intérioriser l'idée de je ne sais quelle précarité ou de je ne sais quelle menace, nous sommes élus pour une législature, nous inscrivons, j'inscris mon action dans le cadre de cette législature et je me préoccupe pas plus qu'il ne le faut du temps, je ne suis pas sur, d'ailleurs, que le temps soit à ce point à la disposition de quiconque et, donc, je voudrais vous dire et je vous invite, c'est une suggestion que je vous fais, à vous inscrire aussi dans cette problématique.
Il n'est pas évident, si l'on considère que la stabilité parlementaire était un des atouts ou peut être un des atouts de ces institutions, que je n'ai personnellement pas votées comme jeune citoyen en 1958 puis en 1962, que certains veuillent

réintroduire l'instabilité parlementaire au sein des institutions de la 5ème république.
(Applaudissements)
Institutions qui devront, d'ailleurs, sans doute, bouger, mais comme dirait Kipling, qui n'est pas en temps qu'impérialiste, je dis cela pour Jean-Luc, une de mes références politiques favorites, même si littérairement cela peut avoir un intérêt, et j'ai comme vous quelques souvenirs de jeunesse, eh bien, comme disait Kipling "that is an other story". Je parlais de la réforme des institutions !
Le troisième et dernier point dont je voudrais dire un mot, c'est qu'à l'évidence, avec cette victoire, avec cette responsabilité gouvernementale, avec cette nouvelle majorité parlementaire au cœur de laquelle nous sommes, s'ouvre une nouvelle phase dans la vie de notre Parti.
Je voudrais m'adresser ici, à travers vous, à l'ensemble` du parti, de ses militants, de ses cadres fédéraux et locaux, notamment des premiers secrétaires fédéraux, de ces élus et en particulier des élus si nombreux désormais à l'Assemblée nationale, mais aussi, significativement, au Sénat ou dans les instances du Parlement européen, m'adresser aussi aux Ministres Socialistes pour que ceux ci demeurent étroitement et pleinement au contact de tous les militants et aussi naturellement du peuple.
Qu'est-ce que le parti peut attendre de moi et du gouvernement ?
D'abord, mes chers amis, même si les occasions de vous en donner témoignage seront peut-être moins nombreuses et en tout cas plus fugitives, vous pouvez attendre de moi la même attitude personnelle de relations simples et fraternelles.
Vous pouvez attendre et en tout cas souhaiter un travail étroit avec les responsables et en premier lieu avec le secrétaire délégué que nous proposons à la décision du Conseil national.
En 1988, mes chers camarades, quand après un septennat de bons et loyaux services comme premier secrétaire du Parti Socialiste, j'avais exprimé le souhait d'exercer peut-être de nouvelles responsabilités ou en tout cas de ne pas poursuivre dans les responsabilités que j'exercerai, je me souviens qu'on m'avait dit que j'aurais peut-être dû songer à mieux préparer les conditions dans lesquelles la succession se ferait.
Eh bien, neuf ans plus tard, j'ai voulu en tirer la leçon et donc je l'ai fait.
Il y avait pour moi trois solutions et nous les avons examinées collectivement au Bureau national, sur la base de la façon dont je voyais les choses, soit je restais totalement, soit je partais totalement, soit j'assurai une transition.
Rester totalement, cela voulait dire simplement rester le premier secrétaire du Parti Socialiste et assumer en même temps la fonction de Premier Ministre . C'est une tentative qui ne me tentait pas personnellement, parce que j'en mesurais la lourdeur et les contraintes, mais qui pouvait nous tenter politiquement. Cela pouvait servir à introduire dans un débat institutionnel que nous n'avons pas encore tranché, une logique parlementaire et démocratique à l'intérieur des institutions, sans qu'à l'instar d'un certain nombre de démocraties

européennes, le leader du parti principal soit appelé à devenir le chef du gouvernement, celui ci pouvant rester le leader du parti.
En réalité, nous ne sommes pas dans des institutions parlementaires ou, en tout cas, totalement parlementaires, et je crois que c'était difficile, je crois que cela se serait heurté à la sensibilité que nous avons voulu épouser sur la question du cumul ou plutôt du non cumul des mandats et je crois que la lourdeur des deux tâches était impraticable et que je n'aurais pas pu faire bien l'un et l'autre.
C'est donc une hypothèse que j'ai écartée et que les camarades du Bureau national ont écartée également, jugée comme peut être trop difficile à assumer.
L'autre solution consistait à partir totalement et personnellement j'y étais près, c'était peut être ce qui aurait été le plus clair et une plus simple. Cela voulait dire renoncer à mon mandat de premier secrétaire et désigner dès maintenant un nouveau premier secrétaire au sens strict.
Nous nous sommes heurtés à une difficulté, c'est que nous ne voulions pas que cette décision soit prise par un bureau, par un Conseil national, c'est -à-dire en démenti des nouvelles règles que nous nous sommes données qui est l'élection du premier secrétaire par le suffrage universel des militants et en même temps nous hésitions à organiser hors du moment de rencontres politiques, une élection au suffrage universel qui n'aurait porté que sur des personnes ou sur une personne.
C'est pourquoi nous n'avons pas choisi cette voie.
Nous avons donc décidé de faire autrement, de choisir la troisième solution, qui était la deuxième, celle du milieu, c'est ce que le bureau national vous propose après avoir voté à la quasi unanimité, moins quelques abstentions cette proposition, et j'ai proposé que François Hollande soit le premier secrétaire délégué.
Je pense qu'il a les capacités politiques, les capacités humaines, la volonté de rassembler , le talent, pour assumer cette responsabilité.
(Applaudissements)
Il rosit derrière moi. Vous allez décider et le congrès prévu à la fin de l'année, mais je laisse cela à la direction nouvelle du Parti ou à la direction modifiée du parti, le congrès donc de la fin de l'année, qui est prévu à sa date ordinaire, après trois ans, et le vote des militants, donnera figure définitive à ce que nous esquissons aujourd'hui.
Vous pouvez attendre de nous, du gouvernement et de moi même une attention aux responsables et aux élus sur le terrain.
Je demanderai à tout le moins aux Ministres Socialistes, c'est un peu plus difficile de le demander aux autres, en tout cas cela ne peut pas prendre la même forme, qu'ils soient très attentifs dans leurs déplacements, dans leurs contacts, à cette réalité des élus, notamment des parlementaires, mais aussi des autres élus.
Ce que vous pouvez et devez attendre de nous, c'est un travail étroit avec le groupe parlementaire, avec les groupes parlementaires du Sénat, sous la présidence de Claude Estier, et de l'Assemblée nationale, sous la responsabilité

nouvelle de Jean-Marc Ayrault, que je félicite naturellement pour cette responsabilité.
(Applaudissements).
Naturellement cela se fera en contact étroit avec Laurent Fabius que vous avez porté, que la majorité nouvelle a porté, avec des petits problèmes, semble-t-il, mais qui ne relèvent pas de nous, si j'ose dire, à la Présidence de l'Assemblée Nationale.
La présidence de l'Assemblée Nationale, ce n'est pas le groupe à l'Assemblée Nationale mais c'est un lieu à la fois de pouvoirs extrêmement important et tout cela doit se faire naturellement en contact avec la présidence.
A cet égard, et sans vouloir me mêler de ce qui ne me regarde pas, et je parle au titre du Gouvernement, j'ai dit aux Ministres que je souhaitais qu'ils prennent très vite contact dans leur champ de compétences avec le président du Groupe mais aussi les présidents nouvellement élus des commissions parlementaires, de façon à ce que le travail puisse s'engager immédiatement et que ce soit ensemble, et je pense notamment à des choix de procédures parlementaires y compris sur le terrain budgétaire, qui sont délicats et qui comportent des conséquences ,avec tout ce que cela représente, que nous puissions agir.
Je souhaite que ce ne soit pas le gouvernement qui vous dise : on envisage telle ou telle méthode, mais que dès maintenant, dans les jours, dans les heures qui viennent, vous engagiez le dialogue et naturellement Daniel Vaillant, en tant que Ministre chargé des relations avec le parlement a un rôle tout à fait décisif à jouer, de façon à ce qu'ensemble on élabore la façon dont on commence dans le contact avec vous.
Naturellement, la présence physique que j'aurai dans les instances du Parti, puisque vous savez que j'avais souhaité - c'était un message de Pierre Mauroy et une des leçons que j'avais tirées moi-même - que les membres du Bureau National devenus Ministres, qu'ils soient membres pleins, si j'ose dire, statutaires, ou qu'ils aient été associés au Bureau National, continuent à participer au Bureau National et moi-même, j'ai vocation à le faire.
Ma seule contrainte sera une contrainte de temps. Ce ne sera pas une volonté, une attitude, ce sera un problème de disponibilité effective et pratique qui dépend strictement de mon travail.
Naturellement, j'organiserai, sous des formes dont il faut débattre, à la fois avec François Hollande, avec Jean-Marc Ayrault, avec Claude Estier, et avec quelques autres, des contacts réguliers que je dois organiser entre les principaux responsables politiques du Parti et des groupes et moi-même.
Enfin nous devons avoir une action conforme à nos orientations, une explication constante de notre action, une écoute permanente à travers vous, des aspirations du pays, et je compte vivement là-dessus.
Je voudrais terminer en disant quelques mots de ce que nous pouvons attendre au Gouvernent, du Parti, et de la nouvelle équipe de Direction.

Nous voulons une organisation qui débat, qui demeure solidaire derrière son nouveau Premier Secrétaire, François Hollande, solidaire de l'action gouvernementale.
Nous savons qu'elle procédera toujours à une appréciation intelligente de la situation politique, qu'elle opérera des critiques constructives de l'action Gouvernementale, et qu'elle aura la volonté d'expliquer, de relayer ces propositions surtout si elle est associée à leur élaboration sous les formes qui réunissent l'exécutif et le parlementaire.
Nous avons également un devoir de combattre la Droite et l'extrême droite et , de ce point de vue, le Parti doit rester attentif aux tensions mais aussi aux tentations qui existent entre la Droite et l'extrême droite.
Le Parti aura la responsabilité de préparer le prochain Congrès et les prochaines échéances électorales.
En ce qui concerne les élections régionales, et notamment l'idée qui a pu surgir que nous modifions le mode de scrutin, je voudrais dire que je ne tranche pas, mais que ce serait une sérieuse rupture de style de ma part, et donc, quelque chose que je ne suis pas tenté de faire que de vouloir changer les règles du jeu, moins d'un an avant une élection importante.
Seul un consensus de la majorité d'abord, mais même un consensus ou un quasi accord avec l'opposition pourrait me conduire à avoir une attitude différente a priori. A vous donc, responsables du Parti, Parlementaires, aux différents niveaux, de voir ensemble, ce que donnent les contacts au sein de notre majorité, de façon discrète et voire éventuellement les contacts avec d'autres forces.
Sinon sachez-le, je ne commettrai pas ce qui a à mon sens serait une erreur politique.
Si le contexte était différent, ce pourrait être le cas, encore que je suis toujours prudent : dans certains domaines, on vous dit "oui, oui, vous pouvez y aller, c'est bien, et en réalité, quand arrive le moment, ce n'est pas toujours le même discours que l'on entend".
Je voudrais terminer en vous disant que le Gouvernement et le Parti doivent se donner comme axe stratégique la reconquête des couches populaires et la jeunesse, ce que nous avons en partie réalisé lors des scrutins des 25 mai et 1er juin, mais en partie seulement.
Nous avons naturellement une très grande responsabilité après ce rendez-vous nouveau que nous avons fait avec l'histoire démocratique, et parlementaire de notre pays. Nous avons un impératif de solidarité ; de solidarité vis-à-vis de notre Peuple, notamment ceux qui sont dans les situations les plus difficiles, mais aussi de solidarité avec nos partenaires politiques.
Je vous invite à lutter en permanence contre les tentations d'hégémonisme tout en veillant à faire respecter aussi les réalités politiques et notamment le vote émis par les Français.
Donc à chaque fois que la force que nous représentons s'exprime, il ne faut pas non plus que l'argument de l'hégémonie soit donné sinon c'est le respect des votes qui ne serait pas pris en compte.

Fondation Jaurès

Enfin ces données existent et puis naturellement, la solidarité entre nous, la solidarité n'est pas l'unanimité. Je souhaite et je suis sûr qu'il en sera ainsi, que le Parti demeure un Parti de débat, autour des vrais enjeux de la période.
Comme je le ferai avec l'équipe gouvernementale resserré, je souhaite que les discussions constructives contribuent à définir notre politique, contribuent à l'améliorer, et contribuent aussi à une rénovation de la vie politique française.
Vous savez que c'est ma culture, c'est ma conception de la politique, c'est ma conception aussi de la fraternité vécue au sein d'une Communauté humaine, fût-elle celle d'un Parti qui veut que ce débat soit nécessaire.
En même temps, mes chers camarades, nous qui avons vécu dans ce déchirement, nous qui savons , sans qu'on puisse en exagérer la portée, le poids que cela a pu peser dans un certain nombre d'échecs, nous avons pu également, a contrario, et notamment depuis deux ans, mesurer à quel point la capacité de rassemblement, la volonté de rassemblement, dans l'esprit de débat, pouvait avoir en politique une incroyable efficacité. Nous venons de le mesurer !
Esprit de débat, volonté et capacité de rassemblement, ce sont les deux termes autour desquels je souhaiterais personnellement, au delà des réponses sur les problèmes de fond, que le Parti contribue à mener sa vie, sa vie, soyez-en sûr, car quel que soit le poste que j'occupe, sa vie elle est aussi la mienne. Je la partage. Je suis donc totalement à vos côtés. Merci.
(Vifs applaudissements).

Le président - Nous allons poursuivre nos travaux de notre Conseil national, mes amis.
Si j'ai souhaité tout à l'heure accueillir Lionel comme Premier Ministre, je dois aussi saluer la présence de nombreux Ministres qui nous ont fait le plaisir d'être parmi nous, ce matin, au Conseil national du Parti Socialiste.
(Applaudissements).
J'associe également Laurent Fabius, Claude Estier et Jean-Marc Ayrault, dans les responsabilités qui sont les leurs et je vais pouvoir passer la parole à François Hollande, Premier Secrétaire délégué du Parti Socialiste.
(Applaudissements)

François Hollande

Chers camarades, chers amis, notre Conseil national - Lionel Jospin l'a dit - intervient au lendemain d'une victoire exceptionnelle de la Gauche. Exceptionnelle parce qu'inattendue pour beaucoup, et inédite quant au cadre institutionnel dans lequel est inscrite cette victoire. Cette victoire, je crois d'abord qu'elle est celle du Parti Socialiste dans son ensemble, du Parti Socialiste, c'est-à-dire de ses dirigeants sans doute, de ses élus, de ses candidats, mais aussi de ses adhérents, de ses permanents, et de ses bénévoles. Bref, de tous ceux qui ont toujours pensé , en tout cas qui ont toujours fondé leurs engagements politiques dans le cadre d'une formation politique et qui n'ont jamais suivi les bons esprits qui leur conseillaient peut-être d'envisager comme

inéluctable le déclin ou l'effacement des formations politiques si on voulait faire place aux légitimes mouvements de la société.
Cette victoire qui est la nôtre aujourd'hui , elle est d'abord celle du Parti Socialiste, et de tous ceux qui ont fait ce choix, qui ont toujours voulu placer la politique, le parti politique au cœur de la transformation.
Cette victoire aussi, je le dis ici avec beaucoup de joie et en même temps de gravité, c'est aussi celle de Lionel Jospin.
Je pense que Lionel Jospin, en 1995, dans l'élection présidentielle , tu nous avais donné la fierté, malgré la défaite, et aujourd'hui tu nous donnes la majorité grâce au succès politique.
Je te remercie au nom de tous, cher Lionel.
(Applaudissements).
Alors aujourd'hui le pays nous regarde avec ce mélange de sympathie et de retenue. Il est satisfait du choix qu'il a fait aux deux tours de scrutin mais il n'entend pas pour autant s'en remettre à nous, pour la conduite du seul changement.
Il veut d'abord juger sur pièce, regarder nos actes, évaluer nos actions, regarder aussi notre calendrier.
Bref, il ne demande pas tout mais il ne se concentrera pas de rien ou de peu.
Je crois aussi que les Français sont aujourd'hui lucides, et c'est leur lucidité qui a mis en échec l'opération de la dissolution voulue par le Président de la République.
C'est leur lucidité aujourd'hui qu'il ne faut pas non plus prendre en défaut. C'est aussi leur lucidité par rapport aux enjeux de la période, par rapport aux possibilités du changement qui constitue, je le crois, notre principal atout.
A cet égard, les premières décisions que Lionel Jospin a prises depuis à peine 15 jours, confirment aux yeux de l'opinion, notre souci de respecter la parole donnée.
D'abord la constitution du Gouvernement resserré, féminisé, renouvelé, se consacrant à plein temps à son action, a été perçu comme un changement heureux par rapport aux dérives de l'équipe Juppé mais aussi, ce que tu as rappelé, Lionel, le mode d'élaboration collective, l'allègement des protocoles, la simplicité de la communication gouvernementale ont également frappé les esprits.
C'est sur deux dossiers particulièrement significatifs dans la période que le changement s'est marqué avec plus de netteté et aussi avec la validité de nos engagements.
D'abord, sur nos choix européens. Dès le début de la semaine, le Gouvernement a signifié à ses partenaires qu'il restait certes profondément attaché à la monnaie unique, à son calendrier, mais qu'en même temps, il voulait placer, il veut placer l'emploi, la croissance et les exigences sociales au cœur de cette construction Européenne, conformément aux conditions que nous avions élaborées ensemble au Parti Socialiste, et rappelées tout au long de la campagne électorale.

Fondation Jean Jaurès

Aujourd'hui, Lionel Jospin l'a dit, la partie n'est pas gagnée. En France, de tous côtés, et même du côté de la Droite, et en Europe, et peut-être même aussi en Allemagne, du côté du SPD, tout le monde se félicite que quelque chose ait bougé par rapport à un ordonnancement qui n'était fondé que sur des considérations financières.
Mais posons-nous la question simple : si la Gauche n'avait pas gagné il y a quinze jours, c'est bien le Pacte de stabilité tel qu'il avait été prévu et signé à Dublin par les autorités du moment, Président de la République et Premier Ministre, qui s'appliquerait aujourd'hui. Et rien que pour cela, rien que par rapport à ce changement-là, je pense que déjà les français se rendent compte de l'ampleur du changement qui est aujourd'hui possible.
Le deuxième dossier est celui des sans-papiers. Nous avons dit pendant plusieurs mois, à l'occasion, notamment, des mouvements de Saint-Bernard, que nous refusions de laisser plus longtemps une situation de non droit pour beaucoup d'étrangers, ni régularisables, ni expulsables. Nous avons réussi, là encore en quelques jours ; le gouvernement, non sans courage, a respecté la parole donnée : désignation d'un médiateur, définition de critères repris d'ailleurs de la Commission des Droits de l'Homme. C'est l'honneur du gouvernement, je crois, et la fierté des Socialistes en même temps.
Dans cette période inédite qui s'ouvre, quel peut être le rôle de notre parti ? J'ai dit la part décisive qu'il avait jouée dans la conquête du pouvoir

... (Incident technique)...

Nous pourrions essayer de trancher cette contradiction par l'effacement et la digression. Ce serait à mon avis, et à votre avis, le pire service que nous pourrions rendre au gouvernement. Aussi, doit-on bâtir, sous l'autorité de Lionel Jospin que je remercie de m'avoir confié cette responsabilité, avec vous, un dispositif qui permette au Parti Socialiste d'être non seulement un relais du gouvernement dans le pays, mais aussi un acteur du changement espéré. Nous pourrions ainsi nous fixer ces trois objectifs :
Le premier, ce serait d'appuyer résolument l'action engagée par le gouvernement de la Gauche, cela va de soi me direz-vous, sans doute, mais si nous ne le faisions pas, qui le ferait à notre place ? Dans ces conditions, cela suppose une présence sur le terrain et nous avons montré ce que nous étions capables de faire à l'occasion de ces élections.
L'adoption, je le crois, d'un matériel de communication à l'image de celui que nous avons produit au cours de la campagne, grâce au groupe Socialiste, grâce au travail du Parti Socialiste et qui a été apprécié de tous nos candidats, mais peut-être aussi de nos électeurs.
Nous pourrions engager deux actions de communication dans les prochains jours :
- D'abord, après la déclaration d'investiture de Lionel Jospin devant l'Assemblée Nationale qu'il faudrait relayer puissamment dans le pays,

Fondation Jean Jaurès

- puis, une seconde action à la rentrée, après notre université d'été, où nous pourrions déjà expliquer ce que nous avons fait et ce que nous nous apprêtons à faire pour la rentrée. Ce sera un soutien efficace, je l'espère, complet en tout cas, mais que le Parti ne peut, à mon sens, accomplir que s'il est pleinement associé au processus d'élaboration des décisions politiques.

Voilà pourquoi nous avons veillé, collectivement, à la différence de 1981 et de 1988, à ce que les Ministres, membres du Bureau National, continuent à y siéger et que ceux qui n'en sont pas membres soient régulièrement invités à nos travaux.

Lionel Jospin, en tant que Premier Ministre, a dit (et il dit généralement ce qu'il fait) qu'il s'assurerait de cette présence, elle nous est indispensable.

On a également souhaité qu'avant toute réforme législative importante, les groupes parlementaires, bien entendu, mais aussi les commissions du parti soient associés à l'élaboration de ces réformes. Je crois que l'on ne peut pas laisser le gouvernement seul élaborer ces principes, sans doute, mais rédiger ces réformes, si en amont nous n'avons pas fait connaître notre avis, notre mot et donné nos propositions.

C'est la liaison indispensable entre le gouvernement et le Parlement et aussi entre le gouvernement, le Parlement et le Parti Socialiste.

Enfin, Lionel Jospin a confirmé que les Ministres, les Ministres Socialistes seraient mobilisés, en liaison avec le Parti Socialiste, pour ce travail d'explication sur le terrain dans nos départements et qu'à chacun de leurs déplacements, ils auraient le réflexe de venir aussi rencontrer les Socialistes, débattre avec eux et leur exposer la politique qui s'accomplit sous leurs yeux.

Bref, le soutien qu'a le Parti Socialiste, qui est acquis au gouvernement pour être le plus dynamique possible suppose la pleine participation de notre Parti aux choix décisifs. A tout le parti de se mobiliser en conséquence, de donner des contributions, de faire des propositions et également de faire valoir les observations et les critiques qui doivent normalement accompagner toute action.

C'est la meilleure façon de faire vivre, non seulement les commissions du Parti, mais aussi nos fédérations.

La deuxième tâche qui pourrait être la nôtre serait d'accueillir de nouveaux adhérents. Comme souvent après les succès électoraux, notre Parti connaît une vague plus ou moins haute d'adhésion. A l'expérience, on en sait le caractère fragile et quelquefois précaire, mais ce serait une faute grave pour notre organisation de nous passer de cet apport-là, de ce renouvellement-là. Voilà pourquoi nous avons décidé une campagne d'adhésion dans les prochains jours à l'échelon national, comme à l'échelon des fédérations. Elle devra être dirigée, Lionel l'a dit, vers les jeunes, vers les couches populaires et vers le milieu associatif et syndical. La préparation de notre Congrès, le débat qu'il fera sans doute naître, peuvent être, à certaines conditions, une bonne façon d'associer ces nouveaux adhérents à notre vie collective.

J'ajoute aussi une mission qui pourrait être celle confiée à tout le Parti et notamment à ses nouveaux adhérents, c'est de ne pas relâcher le combat contre

le Front National qui, on le voit, prend des formes chaque fois différentes avec les déclarations de M. Mégret redoublées aujourd'hui par M. Le Chevallier. On voit bien quelle est la stratégie qui s'esquisse dans de nombreux départements par rapport à de possibles alliances avec la Droite. A nous de combattre à la fois cette stratégie et les menées du Front National.
Troisième mission, et j'en termine, dialoguer directement avec le pays. Nous avons tiré les leçons de nos échecs passés, sans doute lié au renoncement de certaines promesses notamment par rapport à la lutte contre le chômage. Était-ce aussi simple, même à cette époque ?
C'était ajouter une coupure entre le peuple et ses dirigeants et une certaine incapacité de notre part à traduire concrètement et rapidement les aspirations de beaucoup de nos concitoyens.
Aujourd'hui, il faut que notre Parti se mette en situation non seulement d'écouter, c'est la moindre des choses, mais aussi d'être le relais des demandes, des difficultés, voire des incompréhensions de beaucoup de français.
Cela suppose de rencontrer, avec beaucoup de modestie peut-être, mais de persévérance l'ensemble des acteurs sociaux à l'échelon local. Cela suppose aussi des débats avec la population sur les réformes en cours. Cela exige un suivi de l'action gouvernementale et je pense notamment à l'emploi des jeunes.
Nous avons au cours de la dernière campagne, porté cette parole-là notamment sur l'emploi des jeunes. Ce ne sera pas simple d'être à la hauteur de l'attente et je crois qu'une des tâches que pourrait remplir notre Parti, serait de voir comment s'applique ce dispositif, quelles sont les limites, quels sont les atouts, quelles sont peut-être les critiques qu'il faut adresser de façon que cet objectif là, qui va être sans doute mené dès le discours d'investiture de Lionel Jospin, soit atteint dans les meilleures conditions.
Je crois aussi que nous attendons de notre Parti une capacité d'intervention sur les pouvoirs publics. Nous parlons beaucoup du respect et nous avons raison. Mais une bonne façon d'être crédible, c'est de se faire respecter nous-mêmes par les entourages de nos amis ici présents et on y veillera.
Ce sera aussi une de nos missions, à travers la nouvelle configuration du Secrétariat National que j'exposerai tout à l'heure, de faire vivre ce double dialogue, dialogue avec le Gouvernement avec, bien sûr, les groupes parlementaires, et dialogue également avec les Français.
J'en arrive à nos échéances pour les prochains mois. Nous en avons trois :
d'abord l'Université d'été du mois de septembre, fin août exactement. Je crois que c'est un moment privilégié d'abord de formation, ensuite de rendez-vous des militants, et enfin de préparation de la vie politique.
A vous, Conseil national, de faire vivre ce moment-là, en souhaitant une participation aussi nombreuse que possible.
Le deuxième rendez-vous c'est le Congrès. C'est le débat d'orientation qui va s'ouvrir pour les trois ans qui viennent, qui ne peut effectivement que se placer à côté de l'action gouvernementale engagée, mais qui ,en même temps, doit ouvrir les perspectives nouvelles à cette action.

Ce débat, il est nécessaire, il est important. Je crois qu'il permettra aussi le renouvellement de nos instances dirigeantes.
Je pense que ce Congrès doit s'engager le plus tôt possible et c'est pour cela que nous avons convenu de le laisser à la date prévue, c'est-à-dire fin novembre à Brest, de façon que nous puissions engager la procédure dès le début juillet, Alain Claeys y reviendra.
Le troisième rendez-vous , ce sont les élections. Élections cantonales d'abord, on pourrait sous-estimer l'enjeu. Il y aura de nombreuses élections partielles suite au renouvellement de l'Assemblée Nationale. Il serait fâcheux que, selon l'expérience d'ailleurs ancienne, nous ne soyons pas toujours informés en temps utile de la tenue de ces élections-là qui serviront, en tout cas aux yeux de certains, de baromètre de la sympathie ou de l'antipathie gouvernementale.
Je crois que nous pourrions demander à nos fédérations de faire l'effort de nous informer, chaque fois qu'il est possible, de la tenue de ce scrutin.
Nous avons également souhaité, par rapport au renouvellement de mars prochain, qu'il y ait un effort de fait comme nous l'avons mené pour les élections législatives sur la présence des femmes.
L'expérience a montré que présenter des candidates est aujourd'hui, je crois, plutôt un atout y compris à ces élections que l'on nous annonce toujours comme des élections de notables.
Deuxième rendez-vous électoral : les élections régionales.
Lionel Jospin a dit effectivement qu'il y avait des demandes nombreuses qui nous étaient adressées pour un changement du mode de scrutin. Il prendra sa décision en concertation avec tous dans les prochains jours. Dès lors, il ne nous est pas apparu possible, ni opportun, d'ouvrir la procédure de désignation de nos candidats comme nous l'avions initialement prévue aujourd'hui.
Nous renverrions à ce moment-là cette procédure, en tout cas l'ouverture de cette procédure, au prochain Conseil national prévu début juillet.
Voilà nos prochaines échéances. Elles sont importantes : Université d'été, Congrès, élections.
Pour terminer, je voudrais vous dire que je suis conscient, et nous sommes conscients, de nos responsabilités collectives.
Nous en avons fini avec cette culture de la délégation qui voudrait que seul le gouvernement puisse agir, le Parlement et les formations politiques, en tout cas la nôtre, ne jouant que les utilités dans ce processus, en n'offrant ou que des amendements de circonstances, ou que des plateaux d'estrade.
Nous voulons collectivement prendre notre part dans l'élaboration de la mise en œuvre de la politique que nous avons proposée aux Français et que conduiront Lionel Jospin et le Gouvernement dans les 5 années qui viennent.
Bref nous voulons un Parti vivant. C'est le meilleur service que nous pouvons rendre aujourd'hui au Gouvernement. C'est le Parti Socialiste, dans toute sa diversité, dans toutes ses composantes, et avec toutes ses personnalités, qui a permis la victoire électorale de toute la Gauche.

Fondation Jean Jaurès

Je suis sûr que c'est encore de nous et du Parti Socialiste que dépend désormais notre succès collectif pour les 5 ans qui viennent au service de notre pays et des intérêts que nous représentons. Merci.
(Applaudissements).

Le président - Mes camarades, nous allons avoir successivement deux interventions, celle de François sur la présentation du renouvellement des instances nationales, puis je crois celle d'Alain Claeys sur la proposition de calendrier de préparation du Congrès.
Puis il y aura bien sûr matière à débat.

François Hollande - Sur le secrétariat national, nous sommes dans la situation où nous avons des départs : ceux qui sont entrés au Gouvernement, que nous félicitions, et qui nous quittent au Secrétariat National. Nous avons saisi cette occasion pour, non seulement les remplacer, mais aussi élargir à quelques bonnes volontés ce Secrétariat qui ne change pas pour autant dans sa structure même, même si vous allez voir que sur les attributions, il y a quelques évolutions.
Lionel Jospin, Premier Secrétaire.
François Hollande, Premier Secrétaire délégué.
Jean-Pierre Bel, Secrétaire national aux élections, et je remercie Jean-Pierre pour tout ce qu'il a fait, notamment pour l'animation de notre vie fédérale.
(Applaudissements)
Alain Bergougnioux, à la Formation et à la Communication.
Frédérique Bredin, à la Culture et aux Médias.
Jean-Christophe Cambadélis, aux Relations extérieures et aux fédérations.
Alain Claeys, Secrétaire national à la Coordination et à la Trésorerie.
Jean-Louis Cottigny, Secrétaire national aux Entreprises.
Michel Delebarre - je crois l'avoir vu tout à l'heure - Secrétaire national à l'Education.
Harlem Désir, Secrétaire national aux Relations avec le Mouvement social.
Laurence Dumont, Secrétaire nationale aux Droits de l'Homme.
Georges Garot, Secrétaire national à l'Agriculture.
Jean Glavany, Secrétaire national à l'Emploi.
Pierre Guidoni, Secrétaire national aux Relations Internationales.
Marisol Touraine, Secrétaire nationale à la Solidarité.
Sylvie Guillaume, Secrétaire nationale aux Droits des Femmes.
Adeline Hazan, Secrétaire nationale aux Problèmes de Société.
Henri Nallet, Secrétaire national auprès de Pierre Guidoni sur les questions européennes.
Véronique Neiertz, Secrétaire nationale auprès du Premier Secrétaire.
Vincent Peillon, Secrétaire national aux Etudes.
Daniel Percheron, Secrétaire national aux Réformes institutionnelles.
Jean-Claude Perez, Secrétaire national aux Services publics.

Fondation Jean Jaurès

Bernard Roman, Secrétaire national à l'Animation et à l'Innovation ... Quel travail ! (Murmures)
Michèle Sabban, Secrétaire nationale adjointe auprès de Jean-Christophe Cambadélis pour les fédérations.
Jean-Pierre Sueur, Secrétaire national à l'Aménagement du Territoire et à la Décentralisation.
Manuel Valls, Secrétaire national à l'Information des militants.
Je rappelle que Bernard Poignant est membres de droit au titre de la FNESR, qu'il y a deux délégués nationaux auprès du Premier Secrétaire qui demeurent en fonction, Gérard Le Gall, chargé des études politiques et du rapport sur le Front National, et Ahmed Ghayet, chargé des questions d'intégration, et qu'il y a également cinq responsables nationaux, Jean-Claude Fortier, pour l'Education, Anne-Catherine Franck, pour la Communication, Gérard Guibert, pour les relations économiques internationales, André Laignel, pour l'emploi et la formation, et Bruno Leroux, pour la sécurité.
C'est la liste que je vous demande d'adopter.

Le président - Mes camarades, vous venez d'entendre la liste proposée par le Premier Secrétaire, François Hollande. Cette liste est soumise à votre approbation. Vous la votez avec les cartons rouges qui vous ont été remis.
Ceux qui sont d'accord l'expriment en levant la main.
...
Ceux qui sont contre ?
Ceux qui s'abstiennent ?
...
Est-ce que tout cela est répertorié ?
Merci beaucoup d'avoir adopté les propositions de François Hollande.
(Applaudissements)
Je donne la parole maintenant à Alain Claeys sur les propositions de calendrier de préparation du Congrès.

Alain Claeys - Chers camarades, je serai bref pour que le débat puisse s'ouvrir immédiatement.
Conformément à la proposition que Lionel et François vous ont faite tout à l'heure, le Congrès national pourrait se tenir à Brest les 21, 22 et 23 novembre 1997.
Nous sommes soumis à des règles statutaires et donc, par rapport à cette date, nous devons faire un compte à rebours.
Ce que nous vous proposons, c'est que la convocation du Congrès ait lieu à l'occasion d'un Conseil national qui se tiendrait le 5 juillet prochain.
A l'occasion de ce Conseil national seraient présentées les modifications statutaires. Je vous rappelle qu'il y a déjà en rédaction des modifications statutaires liées à notre rénovation et d'autres textes seront présentés après passage au Bureau National.

Contribution Jean Jaurès

Il y aura la mise en place des commissions du Congrès et le dépôt des contributions.
Pour donner un peu plus de temps et pour tenir compte des vacances, on pourrait se donner comme espace pour le dépôt des contributions du 5 juillet au 2 septembre, ce qui permettrait d'adresser l'ensemble de ces contributions aux militants autour du 9 septembre et ce qui permettrait aux militants de débattre entre le 9 septembre et le 27 septembre des contributions dans leurs sections et dans les fédérations.
Le 27 septembre, il y aurait le Conseil national de synthèse et le dépôt des motions.
Les motions parviendraient aux militants le 6 octobre et, conformément à nos statuts, les sections et les fédérations, avec les journées départementales de discussion, auraient un mois, du 6 octobre au 4 novembre, pour discuter de ces motions.
Le vote interviendrait du 4 au 14 novembre et, là encore, conformément à nos statuts, les Congrès Fédéraux se tiendraient une semaine avant le Congrès national, c'est-à-dire les 14 et 15 novembre.
Dans le cadre également de l'application de nos statuts, l'élection du Premier Secrétaire National se tiendrait, par un vote simultané dans toutes les sections, le jeudi 27 novembre et le Conseil national qui voterait sur la constitution du Bureau national et la désignation du Secrétariat national pourrait se tenir le 29 novembre.
Voilà la proposition que je voulais vous faire au nom du Secrétariat national. Merci.

Le président - Merci à Alain.
Les propositions seront, bien sûr, mises au vote mais, comme il peut y avoir des interventions sur les propositions d'Alain, je passe tout de suite la parole à un certain nombre de camarades qui ont souhaité intervenir dans le débat.
Si Jean-Luc Mélenchon veut bien rejoindre la tribune...

Jean-Luc Mélenchon

Moi, ce n'est pas sur les propositions que je compte m'exprimer, qui sont très bonnes...

Le président - C'est une bonne nouvelle !

Jean-Luc Mélenchon - Eh bien, si tu considères que c'est une bonne nouvelle, tant mieux !
Je me sens obligé de commencer mon propos par des félicitations pour notre camarade François Hollande, que je lui adresse de tout cœur, avec le souci de tâcher de le faire rosir, ce qui, dans sa fonction, me semble absolument indispensable !
(Quelques sourires)

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Chers camarades, naturellement, il est bien tôt pour se livrer dans le détail aux analyses qu'il convient de faire. Je crois que chacun est sous le choc de l'ampleur, mais aussi des limites de la victoire que nous venons de remporter.
L'ampleur, je veux la mettre dans les mots qui sont ceux d'un militant Socialiste. Nous avons fait éclater un coup de tonnerre en Europe et dans ce pays, et certainement à la face du monde.
L'onde longue qui bat la muraille libérale dans l'ensemble des pays du monde a trouvé sa concrétisation chez nous sous une forme particulière qui, bien sûr, nous soulève d'enthousiasme. La France, d'une certaine façon, est de retour à travers son peuple de Gauche et elle le fait d'une manière qui n'appartient qu'à elle et que chacun regarde avec ce mélange d'admiration, de stupeur et, pour d'autres - autant le dire clairement - de peur. C'est vrai en Europe et c'est vrai dans notre pays.
Dans notre pays, avant toute chose, nous avons tourné la page de la peur du lendemain et nous pouvons enfin regarder en face l'avenir, le changement, le point final au programme libéral, les transformations profondes et radicales qu'attend notre peuple.
Voilà ce qui est pris. Qui a vu la réunion de Malmö sait à quel point le Socialisme français dans son projet et sa démarche représente quelque chose de complètement original, inclus même à l'intérieur de l'Internationale Socialiste, ce qui nous donne des responsabilités mais aussi (et je le dis parce que je ne suis pas, moi, tenu aux précautions diplomatiques) nous fait sentir à quel point le débat idéologique qui a pu se mener dans le Mouvement Socialiste français doit être, d'une façon ou d'une autre, aussi maintenant l'affaire du Mouvement Socialiste européen si nous ne voulons pas qu'il reproduise une logique intergouvernementale qui n'ouvre aucune espèce de perspective aux peuples qui font confiance au Mouvement Socialiste.
Deuxièmement, les limites...

Le président - Attends, s'il te plaît, Jean-Luc... Fermez la porte en permanence, s'il vous plaît ! C'est vraiment insupportable et l'orateur ne peut pas s'exprimer tranquillement.

Jean-Luc Mélenchon - Il tâche en tout cas de le faire...

Le président - Mais il est exceptionnel !

Jean-Luc Mélenchon - L'ampleur, ai-je dit, mais aussi les limites, et ce sont celles qui fixent le devoir de notre parti.
Les limites parce que, si brillante que soit la victoire, nous n'oublions pas que nous venons de gagner avec un point et demi de plus que le 2e tour de l'élection présidentielle, que nous battons de 600 000 voix la Droite, alors qu'il y a 1 700 000 bulletins nuls, que nous avons 30 sièges de majorité et que nous avons

gagné 23 sièges dans un duel contre le Front National et 32 dans des triangulaires où nos députés ont été élus avec moins de 45% des voix.
Je le dis, non pas pour rabattre notre enthousiasme, mais pour montrer ce qu'il reste à faire. La dissolution, si elle a été une occasion superbe pour notre peuple, est quand même et reste un mauvais coup contre la démocratie, car cette alchimie qui permet à un secteur de la société d'entraîner tout le reste n'a pas pu se produire avec l'ampleur, la méthode et la profondeur qui sont précisément l'objet d'une campagne électorale dans une démocratie sereine et apaisée
L'essentiel de la tâche de conviction est donc encore devant nous. C'est par l'action, celle du gouvernement et celle du parti, que cette tâche peut être accomplie.
Je vais essayer d'être aussi bref que possible, mais il faut bien que je jalonne mon chemin...

Le président - Nous n'avons encore rien dit !

Jean-Luc Mélenchon - Je vois bien que tu n'as encore rien dit... mais je préviens !
(Rires)
La tâche, dis-je, est devant nous et, sans sombrer dans le catastrophisme qu'à mon avis dénonce à bon aloi Lionel Jospin, elle se déroule dans un environnement qui, qu'on le veuille ou non, est marqué par la profondeur de la crise politique qu'implique l'implosion de la Droite dans son divorce avec le peuple, dans sa faillite à trouver un fédérateur et dans cette tentative que nous voyons, et dont nous ne pouvons pas préjuger qu'elle échoue (surtout après ce que nous avons vu des campagnes de la Droite classique ou parlementaire au 2e tour) lorsque le Front National se porte candidat à exercer pour son propre compte le leadership de l'ensemble de la Droite.
Il s'est mis dans cette situation au moins dans les 24 circonscriptions où il a eu tout seul à porter les couleurs de la Droite. Il s'est mis dans cette situation et à la limite de cette situation dans les 173 triangulaires que son maintien au 2e tour a provoquées. Il s'est mis dans cette situation en exerçant une pression idéologique telle que, chacun peut en témoigner, au 2e tour il n'y avait aucune différence de contenu entre ce que racontaient les candidats de la majorité sortante et ce qu'avaient raconté avant les candidats de l'extrême droite.
Par conséquent, la porosité qu'avait dénoncée Lionel Jospin s'est accrue pendant le processus de ces élections et elle s'accroît à cet instant même, jour après jour (nous pouvons tous en témoigner sur le terrain), parce qu'ils savent de quel côté ils doivent reprendre les problèmes pour affronter la Gauche triomphante.
Donc, tout reste à faire dans la conviction et, pour ma part, je ne souscris pas, ni aucun de mes amis, à l'idée que nous aurions à reprendre le débat si passionnant de savoir si nous devons être des godillots ou des chiens de garde à l'égard de la politique du gouvernement.

Collection Jean-Jaurès

Ni godillots, ni chiens de garde ! Godillots, c'est inefficace, chiens de garde, c'est lassant.
La vérité est que le parti doit se vivre - en tout cas, c'est la conception que nous en portons - comme un acteur du rapport de forces et que nous ne devons pas considérer que, dès lors que les élections sont passées et qu'il y a le rapport de forces à l'Assemblée Nationale, tout est dit pour ce qui concerne le rapport de forces sociales dans le pays.
C'est donc au parti de délimiter les champs sur lesquels il va construire ce rapport de forces, en lien avec le Mouvement social, et si rénovation il doit y avoir, c'est sur ce terrain qu'elle doit se situer, un parti lié au Mouvement social, pratiquant la stratégie du Mouvement social comme nous l'avions expliqué au Congrès du Bourget, bref un parti de lutte, un parti de combat et non pas simplement un parti de commentaire, de soutien, au demeurant parfaitement dérisoire car les seuls soutiens qui existent sont ceux qui sont bâtis dans les rapports de forces.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Henri Emmanuelli.

Henri Emmanuelli

Chers amis, chers camarades, une matinée difficile pour débattre et faire autre chose que se féliciter et se réjouir.
Je me réjouis de cette victoire que nous avons remportée, après cette dissolution ratée, parce que le Parti était en ordre de marche, parce qu'il a su rassembler l'ensemble de la Gauche, et que nous avons mené, je crois, derrière Lionel Jospin, une campagne à la fois sereine et déterminée, tous conscients de l'importance à la fois pour notre pays mais aussi pour l'Europe de cette victoire.
Nous sommes conscients aussi de l'importance de nos responsabilités et de la force des attentes qui signifient cette victoire. Et si je me réjouis de la victoire, comme vous toutes et vous tous, je souhaite par dessus tout la réussite car, comme l'a dit tout à l'heure Lionel Jospin, nous ne serions pas là pour faire des expériences éphémères et écrire une période après d'autres périodes, mais pour inscrire notre travail dans la durée et essayer de faire un certain nombre de choses que nous avons promises et que je crois le peuple de France attend. Car ce qui m'a frappé dans cette campagne, c'est une chose qui était auparavant difficile à expliquer, que nous expliquions mais sur laquelle nous n'étions pas toujours entendus, et qui a été perçue par la majorité de l'électorat. J'ai le sentiment que la majorité de l'électorat, à sa manière, avec ses mots, avec ses pensées, avec des concepts, a bien compris l'extraordinaire contradiction qui existait désormais en Europe entre d'un côté la logique d'un système économique et de l'autre la dégradation des conséquences sociales qui pouvaient s'ensuivre, et a dit qu'elle ne voulait pas de ces conséquences-là. Et nous

Fondation Jean Jaurès

sommes donc devant des difficultés énormes, devant une problématique considérable.
Je me réjouis, je limiterai mon propos à cela, que d'emblée le gouvernement ait choisi de parler sur l'Europe. Nous savons, les uns et les autres, ce qu'est la place, aujourd'hui, de la Sociale-Démocratie en Europe. C'est vrai, comme l'a dit Lionel, que nous n'avons plus l'excuse d'être minoritaires, que nous n'avons plus l'excuse de la faiblesse de nos moyens, et donc que nous serons pleinement responsables, les uns et les autres, de ce que va devenir l'Europe, de ce qu'elle sera. Et je mesure l'importance du geste fait par le nouveau gouvernement français, notre gouvernement, sur ce terrain-là. Je mesure aussi la difficulté que connaît bien Pierre Mauroy, l'ampleur des résistances et la diversité des points de vue.
Mais je crois que nous avons un Premier Ministre déterminé et que si nous persévérons en tenant compte évidemment des réalités, nous pouvons être surpris de voir quand même qu'une fois encore, à partir de notre pays, la France, un certain nombre de choses se produisent et se déclenchent. Sur ce terrain-là, j'encourage le plus vivement possible le gouvernement à tenir le cap, même si, une fois encore, nous serons obligés évidemment aussi de passer par le compromis et de tenir compte des réalités.
Je parlais de la force des attentes ; il y en a beaucoup.
Au premier rang d'entre elles, je voudrais rappeler celles des salariés de Vilvorde. Je les ai fait venir pendant la campagne électorale avec mes camarades landais. Je crois que vous l'avez fait dans le Nord aussi.
Je voudrais attirer l'attention, si besoin était - je ne crois pas qu'il y ait nécessité - sur l'importance et la portée symbolique de ce dossier, non seulement pour la France, mais je dirai pour l'ensemble de l'Europe. Pour ma part, si je mesure aussi la difficulté, j'espère que ce dossier ne sera pas scellé par l'avis d'un expert indépendant. En tout cas, c'est une solution qui me paraîtrait insuffisante... (Applaudissements)... et je compte sur le gouvernement pour qu'il se passe quelque chose. Je n'irai pas plus loin parce que c'est bien compliqué tout cela, au moment où nous parlons, mais il faut que, sur le plan symbolique, il se passe quelque chose.
Dernier point, enfin, après avoir félicité François, la nouvelle Direction, je voudrais dire un mot sur le Parti.
Mes chers amis, mes chers camarades, nous avons, dans le passé, commis beaucoup d'erreurs. Nous avons fait de belles choses, de grandes choses, nous avons aussi commis des erreurs, et nous ne devons pas les oublier.
Parmi ces erreurs, l'une d'elle, à mon avis, importante et dont nous n'avons pas mesuré toute la portée a été la manière dont nous avons conçu le rôle du Parti pendant les années où nous étions au pouvoir.
Aspirés par la logique majoritaire, par ce qu'appelait à l'instant Jean-Luc Mélenchon la démarche Godillot, nous avons pensé que, puisque nous étions au gouvernement, puisque nous avions un des nôtres à la présidence de la République, le Parti se devait, n'est-ce pas, de sombrer en quelque sorte dans

l'unanisme, qu'il devait toutefois réduire sa capacité de débattre parce que c'était risqué, parce qu'il pouvait apparaître des divergences entre ce que pensait le Parti et ce que faisait le gouvernement. Bref, je n'insiste pas.
Je crois que l'une des raisons pour lesquelles un moment donné les choses se sont dégradées, c'est parce que le débat démocratique dans le Parti s'est affaibli. Et lorsque le débat démocratique disparaît ou s'affaiblit, il ne reste plus, parce que c'est humain, parce que c'est normal, que les enjeux de pouvoir, et nous avons été, de ce point de vue-là, aux extrêmes que nous ne devons plus connaître.
Ce que je voudrais dire, François, et je m'adresse au Premier Secrétaire du Parti, c'est que puisque comme je l'aurais souhaité, je comprends que ce ne soit pas possible, on ne peut pas retarder le congrès - j'aurais souhaité qu'on le retarde un peu de façon à ce que les militantes et les militants Socialistes aient un peu de perspectives sur les premiers engagements du gouvernement, encore qu'on pourra répondre qu'à l'automne il y aura déjà une certaine lisibilité, il y en a déjà une aujourd'hui mais on me fait observer d'un autre côté qu'il n'y a pas de raison de reculer un congrès, il n'y a pas d'impératif, et je l'admets, je le comprends, donc il aura lieu en temps utiles, mais il faut voir quand même que ce sera très court - je voudrais que puisque ce congrès se tiendra très rapidement à l'automne, nous ne laissions pas ensuite les militantes et les militants Socialistes, pendant trois ans, privés de toute possibilité de débattre, de porter un jugement sur ce qui est fait, et d'exercer, je n'ose pas prononcer le mot "contrôle" parce qu'il serait inadéquat juridiquement de dire que le Parti contrôle le gouvernement - je me garderai bien de dire cela, je le dis mais je ne le dis pas - mais que les militantes et militants aient la possibilité et la capacité d'apprécier la politique gouvernementale parce que le Parti ne peut pas la contrôler et qu'il ne doit pas le faire, et de pouvoir suggérer.
Donc j'attends de la nouvelle Direction, pas aujourd'hui mais pas trop tard non plus, que des propositions soient faites sur une démarche qui fasse que les militantes et militants Socialistes, au cours de cette nouvelle période historique importante qui s'engage, soient associés non pas simplement parce qu'ils seraient des relais ou parce qu'ils seraient informés, mais soient associés parce qu'ils seraient des acteurs politiques.
Mes chers amis, mes chers camarades, c'est un peu dur de dire cela aujourd'hui, mais vous le savez, les gouvernements passent, le Parti reste. Et peut-être d'ailleurs vaut-il mieux le dire aujourd'hui dans l'euphorie générale que de le dire trop tard, un jour, si nous avions des regrets ou des remords.
Donc le Parti restera, et pour que le Parti vive et qu'il joue son rôle après nous, pour ouvrir le Socialisme du XXIème siècle, il faut que les militantes et les militants Socialistes soient associés à l'action politique, soient des acteurs de l'action politique et non pas simplement, comme ce fut parfois le cas, des spectateurs.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à notre camarade Guidoni.

Pierre Guidoni

Chers camarades, il me semble que tous ceux qui vont se succéder aujourd'hui à cette tribune auront à cœur d'exprimer leur joie après les résultats que nous avons enregistrés, et aussi leurs félicitations à François Hollande et à la nouvelle équipe qui se met en place.

Je voudrais y ajouter un élément d'information dont beaucoup d'entre vous ne disposent pas encore, c'est l'écho, le retentissement que cette victoire a eu bien au-delà de nos frontières.

Je ne parle pas seulement, encore que, pour qui a un peu l'expérience de ces choses, ce soit assez spectaculaire, du nombre d'appels, de télégrammes, de lettres, de messages reçus par le Parti au lendemain du résultat. Nous aurons certainement à publier cela. Je ne sais pas encore sous quelle forme.

Gardez seulement à l'esprit que cette élection, peut-être aussi à cause de l'élément de surprise qu'elle comportait, a eu un très grand retentissement dans le mouvement Socialiste et Social-Démocrate à l'échelle mondiale, parmi beaucoup de gouvernements proches, amis, quelquefois un peu plus inattendus, et notamment, pourquoi ne pas le dire, parmi l'ensemble des mouvements des partis, des personnalités en Afrique, et notamment en Afrique francophone. Il y a là des espoirs considérables qui ont été éveillés et auxquels nous devrons collectivement être capables de répondre.

C'est sans doute un des éléments nouveaux, mais pas la reproduction à l'identique de choses que nous avions déjà connues dans le passé. C'est sans doute un des éléments nouveaux de cette victoire que nous venons de vivre. Bien sûr, c'est d'abord sur la question européenne que cette nouveauté s'exprime.

Il ne faut pas qu'il y ait, dans nos esprits, mais pas non plus dans celui des commentateurs, des observateurs, une contradiction qui serait très vite intenable. On ne peut pas nous avoir dit pendant si longtemps que la construction européenne, que la manière dont elle s'orientait surdéterminait nos choix de politique intérieure, encadrait nos capacités budgétaires, autorisait ou interdisait telle et telle décisions ou mesures, et s'étonner lorsqu'un nouveau gouvernement entreprend suivant la forte expression de Lionel Jospin - mesurons toute sa portée - de réorienter la construction européenne. Bien sûr, cela ne sera pas l'œuvre d'un seul sommet, d'un seul conseil. Cela ne sera sûrement pas l'objet d'un seul texte accepté, refusé, amendé, corrigé. Ce texte, fut-il aussi important que le pacte dit de stabilité, sera une œuvre de longue haleine. J'aurais envie de dire, avec un demi-sourire et un peu en choisissant le mot, comme l'a fait Henri il y a un instant, qu'après tout lorsque Madame Thatcher a entrepris de réorienter la construction européenne à sa manière, elle a su étaler son action dans le temps et taper interminablement sur le même clou. C'est sans doute ce que nous aurons à faire avec, ne vous y trompez pas mes chers camarades, le

même résultat, c'est-à-dire qu'on trouvera que nous sommes parfois insupportables , parfois mal-élevés, parfois cachottiers, mais nous aurons atteint des résultats que les gouvernements français, depuis longtemps, n'ont même pas effleuré ou auxquels ils ont résolument renoncé.
Nous regarderons en tout cas, vous le sentez bien, mes chers camarades, les efforts du gouvernement dans les heures, dans les jours qui suivent immédiatement ce Conseil national un peu en retenant notre souffle. Ce qu'il fait est extrêmement difficile, extrêmement complexe. Le succès dans ces affaires là n'est jamais garanti d'avance, mais tous nos concitoyens sentent bien que c'est la première fois depuis très longtemps qu'une tentative articulée, cohérente, pensée à l'avance, volontaire et faite pour obtenir qu'au niveau européen, les actes correspondent aux discours d'un certain nombre" de nos amis Socio-Démocrates, présents dans tel ou tel département, que les décisions prises correspondent à la volonté exprimée par le peuple et en dernier lieu par le nôtre.
C'est la première remarque que je voulais faire, j'en fais une seconde très brève.
Ma seconde remarque, et vous allez voir qu'elle se relie à une partie des intentions exprimées ce matin, c'est que le Parti Socialiste, les Socialistes en tant que famille politique, n'ont pas joué un rôle totalement négligeable dans cette victoire.
Ah ! certes, nous avons certainement pour la plupart d'entre nous moins de surface médiatique et publique que ceux qui proclamaient dans des entrefilets de journaux quinze jours, trois semaines avant les élections : nous sommes la Gauche. Nous , nous n'avons pas eu besoin de le proclamer, mais je crois que cela a été suffisamment prouvé par l'attitude des électeurs et que ceux ci ont entièrement repoussé, et je redeviens sérieux , cette théorie absurde' vaguement inspirée de Maurras, selon laquelle il y aurait une Gauche réelle et une Gauche légale, la Gauche réelle s'exprimant bien entendu dans les gazettes et la Gauche légale ayant l'inconvénient de s'exprimer dans les urnes, et par la voie du suffrage universel.
Les deux vont probablement être assez faciles à réconcilier dans l'appel d'air de la victoire.
Mais rappelons nous notre spécificité de Socialistes, notre spécificité de porteurs d'une tradition culturelle qui n'est pas sans gloire et qui est celle du Socialisme démocratique.
Notre force, notre faiblesse aussi parfois, notre grandeur dans certaines occasions et ce qui nous a coûtés cher dans d'autres, c'est de penser que l'on n'a le droit d'agir, de transformer la société, d'aller vers plus de justice que dans la mesure où l'on a reçu pour cela mandat de la majorité du peuple.
Ce mandat, nous venons de l'obtenir. Sachons que dans la durée de la continuité, c'est le Parti qui doit assurer sans cesse ce lien avec l'opinion, qui doit sans cesse se ressourcer dans une majorité indéfiniment renouvelée, et que c'est de cela que nous tirons notre légitimité pour l'action, pour la transformation sociale et la réforme.

Sachons que c'est cela qui nous caractérise en tant que Socialistes, que nous sommes les seuls et que nous devrons l'assumer plus clairement, plus nettement, plus fortement que jamais si nous voulons rester à la fois fidèles à notre passé, et dignes de répondre aux défis qui sont ceux du XXIème siècle.
Merci.
(Applaudissements).

Le président - Merci.
La parole est à Rickherr (?) pour quelques instants et il sera suivi du dernier orateur, notre ami Barreau.

M. Rickherr - Chers camarades, chers amis, je crois que ce qui vaut l'ambiance un petit peu dissipée de cette matinée du Conseil national, c'est bien sûr, notre grand bonheur et d'abord celui de la Gauche unie, et complètement unie, pour une fois, qui a gagné ses élections.
Je crois que c'est un événement sur lequel on doit insister car les militants y sont particulièrement sensibles.
Le deuxième élément bien sûr, c'est à l'intérieur de cette Gauche unie, qui a gagné, le Parti Socialiste occupe une place centrale, un rôle moteur et que ce rôle, il faut bien sûr le maintenir et le conforter.
Je crois que nous avons gagné sur trois éléments importants :
d'abord, la proximité , et je voudrais dire ici que cette proximité, au moment où les cabinets ministériels vont se constituer, où les interlocuteurs, des élus vont être désignés, où nous allons pouvoir travailler les uns et les autres, doit être maintenue.
Rien ne serait plus terrible que d'opérer une rupture, ou une semi-rupture qui ferait que finalement les choses repartiraient comme avant, avec quelques difficultés à joindre tel ou tel responsable, à travailler sur tel ou tel dossier, à pouvoir faire avancer tel ou tel projet.
Nous devons inventer les procédures nouvelles, innover et nous sommes dans l'attente pour pouvoir travailler rapidement et efficacement.
Je crois que le renouvellement, lui aussi, a été important et dans la victoire qui nous a été donnée par le Peuple, la façon dont notre Parti a fait ce renouvellement a été jugée très valablement.
Même chose pour le cumul des mandats, même chose pour ce qu'a dit par Lionel Jospin et qui a été rappelé par François Hollande.
Avant que le débat s'engage, concernant les élections régionales, personnellement, je crois que les français vivraient très mal qu'au moment où nous arrivons aux affaires, le premier travail que nous fassions soit celui de changer un mode de scrutin.
Nous avons à travailler à cela pour l'avenir, pour le lendemain des élections, bien entendu, mais aujourd'hui on nous attend plutôt sur des dossiers sensibles, importants et je voudrais en citer quatre :

Fondation Jean Jaurès

- le premier c'est bien entendu l'Education Nationale. Je crois qu'il y a une attente très importante pour que ce Ministère, pour que cette activité, ce secteur redevienne le premier et la priorité de la nation, avec en particulier le maintien des services publics, le fait que dans les villages, dans les communautés, s'instaurent par des montages à découvrir, à inventer, des capacités nouvelles à être présents au cœur de l'endroit où vivent nos concitoyens.
C'est très important. C'est quelque chose qui est attendu.
- le deuxième point, je ne voudrais pas qu'on le laisse non plus ni à nos adversaires de Droite, ou pire même, à l'extrême droite, c'est ce qui fonde la richesse de notre pays, c'est-à-dire notre patrimoine, les identités culturelles, les identités régionales, et linguistiques qui fondent, au niveau de l'Europe, des valeurs essentielles.
Si nous ne sommes pas capables, demain, de prendre en charge ce secteur, je crains qu'il soit récupéré par d'autres.
- le troisième point très important, c'est le secteur de l'économie sociale. Nous avons beaucoup d'acteurs : le secteur des coopératives, le secteur des mutuelles qui sont le fondement de la philosophie des pionniers :"une voix, un homme".
Là aussi, il y a une attente.
- le dernier point que je voudrais souligner est celui de l'emploi des jeunes.
J'ai signé, comme beaucoup de Maires, comme beaucoup de présidents de Conseils Généraux ou régionaux Socialistes, notre volonté forte d'engager le travail dès l'élection acquise.
Nous y sommes, nous attendons là aussi un signe fort de nos amis en charge des responsabilités pour pouvoir nous y engager.
Si je n'avais qu'un mot à dire, vous savez la devise de notre Prince qui a régné sous son chêne ...touches-y si tu l'oses".
Touches-y si tu l'oses, eh bien les électeurs, les français viennent de dire la même chose au président, mais ils sauront demain nous le dire si nous n'étions pas en situation de pouvoir répondre sur certains de ces points.
Je pense donc que nous serons, avec François, avec Lionel, avec tous ceux qui ont des responsabilités, et qui sont en situation de le faire, parce que nous serons cette fois des acteurs du changement.
Chers amis, chers camarades, j'ai confiance.
(Applaudissements).

Le président - Merci Thomas.
La parole est au dernier orateur inscrit pour quelques instants. Notre camarade Alain Barreau.

Alain Barreau

Mes chers camarades, trois points très rapides.
- le premier, félicitations et remerciements à la Direction du Parti bien sûr à Lionel qui a mené cette campagne avec sérénité, détermination mais aussi à tous ceux qui nous ont accueillis, nous les candidats, nos camarades, dans les

permanences, ici, à la Direction du Parti, et c'était très important d'avoir ce lien avec la Direction du Parti, le groupe, les permanences sur le terrain, tant cette campagne a été difficile.
- deuxième point : on est revenu ici à l'Assemblée, à un certain nombre. Certains ont connu des échecs et d'autres des réussites mais la détermination de tous est que certains engagements de notre campagne soient mis en œuvre.
Personnellement j'ai connu des succès, des échecs mais je suis là pour dire que je souhaite que la question des 700.000 emplois des jeunes et des services publics puisse être concrétisée, pas seulement plus tard, mais engagée maintenant.
On l'a assez dit. On a eu assez de soutien sur ce point.
Ce sera difficile mais c'est important que tout de suite on puisse s'y atteler.
Troisième élément : Jean-Luc l'a évoqué tout à l'heure, moi j'ai une préoccupation à court terme, sur la question de la situation à Droite.
On l'a vu dans le cadre de ce second tour déjà et de ces élections législatives : une partie de la Droite maintenant a un discours commun avec le Front National.
Or nous avons l'année prochaine des échéances, les cantonales, cela a été évoqué par François et par Lionel tout à l'heure, mais aussi les élections régionales et personnellement, j'ai bien entendu ce qui a été dit tout à l'heure sur la difficulté de changer de mode de scrutin, à moins d'un an de ces élections. C'est un engagement de nos propositions et comme d'autres j'ai le souci de le mettre en œuvre mais j'ai surtout une préoccupation politique qui est la suivante :
Si à l'occasion de ces futures élections régionales, la Droite et l'extrême droite s'embarquent, comme c'est évidemment le cas, dans des situations d'alliances, pour que l'aile droite garde des régionales où elle est largement majoritaire en termes de présidences, non seulement nous n'aurons pas la possibilité de reprendre un certain nombre de régions, ce qui est à notre portée, mais en plus, ce qui est peut-être plus grave, sur le plan politique, pour le moyen terme, on habituera la Droite et les électeurs de Droite, à voter pour cette agglomérat que l'on voit apparaître sur le thème du désistement national... vous avez vu l'article de Mégret dans le "Monde", il n'y a pas longtemps, qui est un danger.
Il faut tout faire pour qu'une cassure qui a existé précédemment, même si sur le terrain, elle a été estompée entre tel ou tel responsable de la Droite et de l'extrême droite , puisse s'affirmer, se maintenir.
Ce n'est pas à la Droite de reconquérir le terrain contre l'extrême droite, c'est notre priorité de Gauche. On doit le faire prioritairement. On ne doit créer aucun rendez-vous politique où il peut y avoir, maintenant, dans un an, ou plus tard, des alliances sur le terrain concrètement pour gérer des collectivités, des régions, ou des départements, entre la Droite et l'extrême droite.
C'est un point que je voulais verser au débat puisqu'on aura l'occasion d'en parler au prochain Conseil national mais il faut que l'on revoit cela de très près.

Le président - Merci à toi.

Collection Jean Jaurès

Mes amis et mes camarades, avant que nous ne nous séparions, nous devons voter le calendrier de préparation du Congrès tel que nous l'a présenté Alain Claeys.
Ceux qui sont en accord l'expriment en levant la main ?
....
Ceux qui ne sont pas d'accord l'expriment en levant la main ?
...
Pas d'abstentions ?
Merci.
Le Conseil national a terminé ses travaux.

Coll. Fondation Jean-Jaurès